



Arrêt

n° 73 646 du 20 janvier 2012

dans l'affaire X / V

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre :

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

LE PRESIDENT LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite par télécopie le 18 janvier 2012 à 13 heures 43 par X, qui déclare être de nationalité irakienne et qui demande la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de la décision de refus de visa prise le 23 décembre 2011 et notifiée le 17 janvier 2012.

Vu la demande de mesures provisoires d'extrême urgence fondée sur l'article 39/84 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et introduite par télécopie le 18 janvier 2012 à 13 heures 43, par laquelle la partie requérante sollicite de « *condamner l'Etat belge à délivrer à la requérante un visa lui permettant de rejoindre ses père, mère et sœur, dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir et ce sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Subsidiairement, condamner l'Etat à prendre une nouvelle décision sur sa demande de visa sous l'angle humanitaire dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les articles 39/82, 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2012 convoquant les parties à comparaître le 19 janvier 2012 à 10 heures 30.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me E. VINOIS loco Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits pertinents de la cause

Le père de la requérante est reconnu réfugié en Belgique depuis le 14 mars 2011.

La requérante a introduit une « demande de visa long séjour (type D) » le 24 mai 2011, afin de venir rejoindre son père en Belgique. La mère de la requérante et sa jeune sœur ont également introduit une demande de visa. Ces visas leur ont été accordés.

Par contre, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa à l'égard de la requérante, qui lui a été notifiée le 14 décembre 2011.

Le 20 décembre 2011, la partie requérante a introduit une demande de suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de cette décision de refus de visa ainsi qu'une demande de mesures provisoires d'extrême urgence.

Par son arrêt n° 72 489 du 22 décembre 2011, le Conseil a suspendu l'exécution de la décision de refus de visa et a « enjoint à la partie défenderesse de prendre une nouvelle décision quant à la demande de visa dans les cinq jours de la notification » de son arrêt.

Le 23 décembre 2011, la partie adverse a pris une nouvelle décision de refus de visa qui a été notifiée le 17 janvier 2012.

2. L'objet du recours

D'une part, la partie requérante demande la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de la deuxième décision de refus de visa prise à son égard le 23 décembre 2011.

Cette décision est motivée comme suit :

«

Par son arrêt du 22/12/2011, le Conseil du Contentieux a suspendu la décision du 12/12/2011 refusant la délivrance d'un visa regroupement familial à l'intéressée.
Le Conseil du Contentieux a enjoint à l'Office des Etrangers de prendre une nouvelle décision dans les cinq jours de la notification de son arrêt.

Commentaires à l'attention de la demanderesse :

Suite à l'arrêt du 22/12/2011 du Conseil du Contentieux, cette nouvelle décision annule et remplace la décision négative du 12/12/2011.

La décision négative est maintenue mais le dossier de demande de visa est transféré à un autre service pour être examiné sous l'angle humanitaire.

Une autre décision concernant cet examen sous l'aspect humanitaire parviendra donc bientôt à l'intéressée.

Motivation:

par la loi du 08/07/2011; elle est âgée de 18 ans ou plus.

».

D'autre part, par un acte séparé, la partie requérante sollicite, au titre de mesures provisoires d'extrême urgence, de « condamner l'Etat belge à délivrer à la requérante un visa lui permettant de rejoindre ses père, mère et sœur, dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir et ce sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Subsidiairement, condamner l'Etat à prendre une nouvelle décision sur sa demande de visa sous l'angle humanitaire dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction ».

3. La procédure

A l'audience, la partie défenderesse déclare que la décision de refus de visa prise le 23 décembre 2011, dont la suspension de l'exécution est demandée, a été retirée ; elle ajoute qu'une nouvelle décision sera prise dans le plus brefs délais sur la demande de visa qui est dès lors toujours pendante.

La partie requérante fait valoir que, malgré ce retrait, elle conserve son intérêt à sa demande de suspension et à sa demande de mesures provisoires d'extrême urgence.

Compte tenu du retrait de l'acte attaqué, le Conseil constate que la demande de suspension d'extrême urgence ainsi que la demande de mesures provisoires d'extrême urgence qui en est l'accessoire sont devenues sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt janvier deux mille douze par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

M. B. TIMMERMANS, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

B. TIMMERMANS

M. WILMOTTE